



## Résilience de la jeunesse burkinabè à l'extrémisme violent : perceptions des jeunes eux-mêmes

### MESSAGES CLES

- L'effritement de la cohésion sociale réduit le niveau de résilience et pousse les jeunes à la radicalisation et à l'extrémisme violent.
- Le manque d'emploi pousse les jeunes à se rallier aux groupes extrémistes.
- La faible protection des zones face aux attaques terroristes nourrit un sentiment de délaissement et fait grandir le désespoir.

#### ■ ©GRAAD Burkina

Les Notes politiques H2R sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI-Canada). La série de note publiée a pour but de fournir des résultats de recherche et des recommandations pratiques pour un meilleur être des populations burkinabè et africaine.

Accédez librement et gratuitement à toutes nos notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina : <http://www.graadburkina.org/>

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spéciales et ont pour but d'éclairer la décision publique, de stimuler la discussion et la prise de conscience.

Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions exprimées.



## Contexte

Le Burkina Faso est confronté depuis quelques années à la montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent, origines de nombreux dommages : dégâts matériels et perte en vies humaines. Source de plusieurs facteurs endogènes et exogènes, ce phénomène s'amplifie et s'étend malgré les efforts fournis par les autorités burkinabè.

Des études menées sur la question montrent que le sous-développement, la dégradation de l'environnement politique et social, les crimes organisés, ainsi que la mauvaise gouvernance et l'impunité sont à la base de cette situation.

Cela a non seulement nui à la stabilité et à la sécurité des citoyens, mais aussi contribué à l'instauration d'un environnement propice à la propagation de l'extrémisme violent et l'installation des groupes armés terroristes (GAT).

Ces groupes ont multiplié des attaques notamment dans les régions du Nord, du Sahel, le Centre Nord et l'Est et quelques fois dans la région le Centre. De telles conditions rendent la vie de plus en plus difficile pour les populations avec l'arrêt ou le ralentissement du fonctionnement de certaines structures éducatives, de santé et plusieurs autres activités de développement du pays. Les investigations montrent que les principaux auteurs sont en majorité des jeunes.

Pour lutter et prévenir l'extrémisme violent chez les jeunes, il convient donc de comprendre les perceptions de ces derniers. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la présente recherche.

## L'analyse

L'objectif de cette recherche est de mettre en lumière les perceptions et solutions proposées par les jeunes pour prévenir l'extrémisme violent. Il s'agit également de donner les implications de ces résultats.

Ces données résultent d'une enquête qualitative menée dans six (6) régions du Burkina Faso (Sahel, l'Est, le Nord, les Hauts bassins, le Plateau Centre et le Sud-ouest). Au total, 104 focus group ont été réalisés auprès de jeunes hommes et de jeunes femmes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans et aussi auprès des leaders communautaires.

Cette recherche a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet recherche intitulé « *Opportunités économiques d'autonomisation et résilience à l'extrémisme violent au Burkina Faso* », financé par le Centre de Recherches et de Développement International (CRDI Canada) et mis en œuvre par le GRAAD Burkina.

## Les résultats

### **Le manque d'emploi pousse les jeunes à se rallier aux groupes extrémistes.**

D'une manière générale, les enquêtés soutiennent que les facteurs tels que la faible employabilité, le manque d'emploi entraînant un chômage grandissant créent des frustrations importantes et poussent les jeunes à basculer dans l'extrémisme violent.

■ ©GRAAD Burkina



Les jeunes les plus instruits ont le sentiment de mériter une vie meilleure que celle que leur offre leur société burkinabè actuelle. Ils peinent à accéder aux types d'emplois auxquels ils estiment avoir droit. Un leader communautaire disait ceci : « ...la plupart des fois c'est eux qui sont à la base de ces actes de violences. Vous savez que quelqu'un qui n'a rien à faire est facilement influençable ».

Ce sentiment d'exclusion dans un contexte de corruption, d'absence de sécurité et de justice, profite aux GAT qui offrent parfois des rémunérations ou des services à la population (PNUD, 2017).

**La faible protection des zones face aux attaques terroristes nourrit un sentiment de délaissement et fait grandir le désespoir.**

Il ressort des entretiens que, plus l'environnement est corrompu, plus il est facile pour les GAT de pénétrer ces zones et de se présenter comme une opportunité d'échapper à de mauvais traitements, au manque de considération, de régler les injustices subies et d'évacuer les sentiments de frustrations existants pendant longtemps. Loada et Romaniuk (2014) ont abouti aux mêmes résultats.

Au-delà de l'économique et des frustrations, le pouvoir, la protection et la famille que ces groupes offrent aux jeunes leur donnent le sentiment d'être utile, dans la mesure où ils ne savaient que faire de leur temps.

On assiste ici, à un sentiment d'exclusion sociale et de marginalisation chez les jeunes des quartiers/villes/villages défavorisés et périurbains, et dans les environnements où

les structures familiales sont fragiles, où les comportements sont en défaillances vis-à-vis des normes sociales et où la jeunesse ne sait que faire de son temps.

Un jeune homme s'exprime en ces mots : « si tu n'es pas formé c'est un problème, si tu es formé c'est un problème, on ne sait plus quoi faire pour avoir du travail ».

Ces situations font naître en général un sentiment d'isolement également profitable aux GAT, qui leur proposent en quelque sorte une issue de protection.

Aussi, certaines populations semblent vivre avec un sentiment d'une menace perpétuelle et de victimisation plus générale vis-à-vis de leurs cultures, ethnies, traditions, coutumes, valeurs, de l'honneur et de la dignité individuelle et collectives. Parmi elles, certains membres estiment être sous-représentés parmi l'élite politique et administrative, et déplorent le fait que les institutions de l'Etat (justice, administration, forces de sécurité) favorisent les autres communautés en cas de conflit.

Ce facteur engendre le désengagement civique et détruit les sentiments d'appartenance à une nation. Il alimente aussi parfois le sentiment d'indignation morale.

Cela implique donc que plus les sentiments d'infériorités naissent et se généralisent, plus on assiste à des actes de violence et le pouvoir des GAT s'amplifie (Shanta et al., 2016 ; OIM, 2018).

■ ©GRAAD Burkina





### **L'effritement de la cohésion sociale réduit le niveau de résilience et pousse les jeunes à la radicalisation et à l'extrémisme violent.**

Des entretiens menés dans le cadre de la recherche, il ressort que le rétablissement ou la restauration de la cohésion sociale est un élément indispensable pour une lutte efficace contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

Les enquêtés considèrent la sécurité et la liberté de vivre à l'abri de la peur, ainsi que la tolérance et le respect envers l'être Humain, comme des piliers d'une société vivable, stable et harmonieuse. Pour eux, les relations positives entre les individus et leurs communautés sont un autre facteur crucial, car cela favorise l'assistance mutuelle et l'acceptation entre les individus. Aussi, le partage d'informations renforce la confiance. Chaque communauté veut donc se sentir impliquée dans les actions des institutions étatiques et locales.

La sensibilisation des jeunes à travers l'éducation et les normes sociales constituerait donc un frein à l'extrémisme violent ; l'éducation devrait donc préparer les jeunes à un mode de vie couronné de tolérance, ce qui signifie aussi leur donner les moyens d'identifier et de pouvoir rejeter la propagande extrémiste dans les différentes communautés. Cette analyse est en étroite ligne avec les travaux du PNUD (2020).

### **Implications de politiques**

Cette recherche a mis en lumière les perceptions des jeunes sur leurs facteurs qui affaiblissent la résilience et sur les moyens de prévention de l'extrémisme violent. Pour une plus grande résilience de la jeunesse, le ministère en charge de la Sécurité et ses partenaires doivent prendre en considération les problèmes analysés plus haut.

Prioritairement, les efforts publics doivent être orientés dans le sens de :

**(i). Accroître l'employabilité des jeunes en adaptant le système éducatif aux besoins réels, développer les formations professionnelles.**

**(ii). L'implication des jeunes dans les instances de prise de décision afin qu'ils puissent apprendre et participer à la construction de la vie politique.**

**(iii). Renforcer la protection des zones touchées en améliorant la collaboration entre les communautés et les FDS et responsabiliser les jeunes dans les différentes localités du pays.**

**(iv). Consolider la paix et la cohésion sociale en établissant des partenariats avec les acteurs concernés et impliquer intelligemment les communautés locales dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent.**

©GRAAD Burkina

### **Références**

- Loada, A., & Romaniuk, P. (2014). *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*. Global Center on Cooperative Security.
- OIM. (2018). *La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder*. Organisation internationale pour les migrations.
- PNUD. (2017). *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*. PNUD.
- PNUD. (2020). *Renforcer LA COHÉSION SOCIALE : Cadre conceptuel et implications pour les programmes*. PNUD.
- Shanta, D., Lili, M., Quy-Toan, D., Anne, B., Clément, J., Kartika, B., & Mohamed, A. J. (2016). *Inclusion économique et sociale pour la prévention de l'extrémisme violent*. Banque mondiale, Washington, DC: Banque Mondiale Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. *Bulletin d'information économique de la région MENA* (Octobre). doi:10.1596/978-1-4648-0990-3. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

### **Auteurs**

Wanga Zalissa, Gountiéni D. Lankoandé, Martin Sawadogo,

### **Remerciements**

Ramata Thioune, CRDI-Canada  
Personnel de soutien du GRAAD